Publication de la circulaire Fonds d'Inclusion dans l'Emploi (FIE) 2025 : faire mieux avec moins !

Publiée tardivement cette année, en lien avec le calendrier du Projet de loi de Finance (PLF) 2025, la circulaire FIE 2025 décline, comme chaque année, le pilotage par les services déconcentrés de l'Etat des dispositifs en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail : contrats aidés, Insertion par l'Activité Economique (IAE), entreprises adaptées, Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (Geiq).

« Dans un contexte de ralentissement du marché du travail où persistent toutefois d'importantes difficultés de recrutement, les leviers du Fonds d'Inclusion dans l'Emploi doivent permettre le rapprochement des demandeurs d'emploi avec les entreprises et concourir à l'atteinte de l'objectif du plein emploi »

Les principaux éléments pour l'IAE de la circulaire FIE 2025 :

Le Collectif IAE dont la FAS est membre a pu contribuer au projet de circulaire transmis par la DGEFP, en proposant des modifications de fond et de forme précisées plus bas. Cependant les orientations restent bien loin de nos attentes et reflètent une approche du secteur marquée par des injonctions contradictoires :

- Le ciblage des publics les plus éloignés du marché du travail, et en particulier les allocataires du RSA
- La qualité de l'accompagnement, avec la mobilisation de la formation et des périodes d'immersion en entreprise
- Le développement des relations avec les entreprises

« Les moyens seront orientés en priorité vers les structures de l'IAE démontrant une capacité à insérer des personnes fragiles sur le marché du travail » et « obtenant les meilleurs résultats ».

C'est dans le cadre du dialogue de gestion que s'appréciera cette qualité de l'accompagnement.

Nous alertons sur les conséquences pour les personnes accompagnées et les structures d'une application trop stricte de cette circulaire, loin d'une véritable stratégie territoriale de l'IAE basée sur une articulation concertée entre l'ensemble de ses acteurs.

Le niveau de conventionnement en ETP d'insertion sera cette année basé sur le nombre d'ETP conventionnés et réalisés en 2024. Une bourse aux postes sera organisée au plus tard au mois de juin. La prise en compte du nombre d'ETP conventionnés a été portée par les membres du Collectif IAE et entendue par les pouvoirs publics. Cette approche plus complète doit permettre d'alimenter les échanges sur le contexte annuel de la SIAE, au regard de l'ensemble de ses composantes : recrutement, public accompagné, conjoncture économique, etc.

« L'appréciation de la qualité du travail d'accompagnement des structures restera toutefois le critère prioritaire. »

« Une révision du système de modulation, qui continuera de reposer sur le ciblage des publics, l'effort d'insertion et la sortie en emploi, sera engagée en 2025 en concertation avec l'écosystème de l'insertion par l'activité économique et les services déconcentrés pour le rendre plus efficace et permettre une plus forte différenciation entre les structures. »

Sur ce point, un travail de fond doit être engagé, pour permettre de mieux valoriser l'accompagnement mis en œuvre par les SIAE, dans une approche globale prenant en compte les publics et leurs problématiques, en adéquation avec leurs évolutions et les types de sorties. Les parcours d'insertion et les sorties qui en découlent doivent s'apprécier au regard de l'ensemble des problématiques traitées (accès aux droits, au logement, à la santé, à la mobilité, etc) et prendre en compte les moyens humains dédiés, dans un contexte complexe pour les salarié.e.s permanent.e.s des SIAE, parfois malmené.es par ce pilotage du secteur, et par ailleurs toujours dans l'attente de la revalorisation salariale du Ségur, non compensée par l'Etat à ce jour.

C'est dans ce sens que nous serons engagés dans les travaux sur la modulation qui doivent s'ouvrir prochainement.

Le Fonds d'Inclusion dans l'Emploi (FDI) : bien qu'aucune enveloppe n'y soit dédiée, pour la deuxième année consécutive, une aide à la consolidation au titre du FDI est possible, « *subordonnée à la présentation d'un plan de redressement comprenant des objectifs mesurables et des actions précises susceptibles de restaurer la viabilité économique de l'activité sur deux ou trois exercices.* » et « *doit exercer un effet de levier sur d'autres sources de financement* ».

La création ou le développement de structures, les projets feront l'objet d'un examen particulièrement attentif, au regard des éléments suivants :

- Publics ciblés ;
- Effectivité de l'accompagnement socio-professionnel ;
- Orientation vers les secteurs et métiers recruteurs sur le territoire, plus particulièrement ceux connaissant des tensions de recrutement ;
- Travaux avec les entreprises du territoire pour la conception de parcours prenant en compte leurs besoins en termes de compétences ;
- Utilité économique et sociale et contribution aux politiques publiques portées par l'Etat sur le territoire (en matière de transition écologique, de cohésion sociale, de lutte contre la pauvreté ou de lutte contre la récidive par exemple) et partenariats noués en conséquence par les structures

« Dans la continuité des années précédentes, les projets de développement ou de création portés par les entreprises d'insertion, les entreprises temporaires de travail d'insertion et les associations intermédiaires seront prioritaires par rapport à ceux portés par les ateliers et chantiers d'insertion. »

Malgré notre interpellation collective sur l'exclusion manifeste des ACI, en contradiction totale avec les priorités affichées, et en particulier sur les publics les plus éloignés du marché du travail, le principe de priorité par type de SIAE perdure. Le pilotage de l'IAE ne doit pas être guidé essentiellement par une logique d'économies budgétaires, qui consisterait à ne considérer les ACI qu'au regard du coût de l'aide au poste mais bien par la réponse aux besoins des personnes et des territoires. Deux approches qui ne sont pas antinomiques puisqu'un euro investi dans un ACI rapporte a minima cinq euros de retombées sur les territoires¹. Il est urgent de reconnaître et reconsidérer ce modèle à la hauteur de sa raison d'être et de son impact en matière de lutte contre

¹ <https://goodwill-management.com/goodnews/mesure-de-la-valeur-apportee-par-les-chantiers-dinsertion/>

les exclusions et de développement économique et territorial, en articulation avec les autres types de SIAE.

Au-delà de la création ou du développement, les services déconcentrés sont invités à « *informer la Commission inclusion et IAE attachée au Comité départemental pour l'emploi des structures dont l'organisation ou les conditions d'exercice de l'activité d'insertion ne permettent pas ou plus de réaliser une insertion de qualité, remettant en cause leur conventionnement avec l'Etat.* »

Nous appelons à une vigilance particulière quant à la mise en œuvre de potentiels déconventionnements, et à ses modalités : dialogue avec les structures, critères partagés, solutions envisagées...

Le ciblage des personnes les plus éloignées du marché du travail, il est rappelé de mobiliser l'ensemble des prescripteurs habilités. Les pratiques développées dans le cadre des programmes Tapaj, Convergence et Premières Heures sont également à prendre en compte.

Les services déconcentrés sont invités à mobiliser des partenaires sur la « *levée des freins* » : les Services intégrés de l'accueil et de l'orientation (SIAO) pour favoriser l'accès au logement, les diagnostics, plateformes et solutions de mobilité, les crèches à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) et aides à la garde d'enfants.

Une attention particulière sera également portée aux structures spécialisées dans l'accueil de personnes placées sous-main de justice (PPSMJ), susceptibles d'être soutenues financièrement.

La FAS est particulièrement engagée dans les programmes précités, qui permettent de favoriser l'accès à l'emploi, au logement et aux soins des personnes en situation de grande exclusion, en adaptant les dispositifs. Il s'agit en effet de s'appuyer sur les pratiques développées pour formaliser et défendre leurs conditions de réussite, dans une optique d'entrée dans le droit commun.

Fortement mobilisée dans son élaboration en 2022, la FAS salue la référence au Protocole interministériel « Insertion dans l'emploi – petite enfance », dont la mise en œuvre se poursuit « *pour mobiliser l'IAE dans le secteur de la petite enfance, et doit aboutir à augmenter les formations (qualifiantes) et les immersions dans le secteur de la petite enfance* ». Nous sommes cependant vigilants quant au fléchage de parcours vers les métiers de la petite enfance, qui nécessitent un engagement vocationnel et une qualification professionnelle, et poursuivons notre engagement en faveur d'une revalorisation salariale de ces métiers genrés et mal rémunérés.

- [Retrouvez notre contribution au Protocole interministériel Insertion dans l'emploi – Petite enfance](#)
- [Retrouvez notre plaidoyer « Améliorer l'insertion professionnelle des femmes en situation de précarité : c'est possible ! »](#)

Enfin, la FAS met en place cette année un groupe de travail dédié avec des SIAE du réseau, pour accompagner ses adhérents sur l'accueil de PPSMJ.

L'articulation avec France Travail :

« *Les structures de l'IAE sont invitées à proposer à leurs salariés leur inscription auprès de l'opérateur France Travail lorsque celle-ci n'est pas encore effective, pour permettre l'accès à l'offre de services*

France travail et sécuriser la sortie du parcours si elle n'est pas en emploi durable. Depuis le 1er janvier 2025, l'inscription donne lieu à une orientation vers un organisme référent du réseau pour l'emploi, à la réalisation d'un diagnostic global et à la conclusion d'un contrat d'engagement qui ne remet pas en cause le rôle des structures comme employeurs et responsables de proximité du parcours en IAE. L'IAE est une modalité d'intensification des parcours inscrite au contrat d'engagement.

Une fiche pratique doit être diffusée sur les modalités d'articulation entre l'accompagnement du réseau pour l'emploi et l'IAE. Par ailleurs, la circulaire réaffirme ici également la représentation de l'IAE au sein des Comités départementaux pour l'emploi (CDPE).

La FAS rappelle l'importance du libre choix des personnes dans la décision de l'inscription auprès de France Travail. L'IAE étant considérée comme une « solution structurante » dans le cadre du contrat d'engagement réciproque, les salarié.e.s en parcours d'insertion ne relèvent pas de l'accompagnement intensif (15h d'activité).

S'agissant de la représentation du secteur, nous avons à ce jour peu de visibilité sur son niveau dans l'ensemble des comités territoriaux pour l'emploi. Cette représentation est pourtant essentielle pour s'inscrire pleinement dans la stratégie et l'animation territoriale de l'inclusion. Nous réitérons notre demande d'une représentation systématique de l'IAE dans ces comités.

La formation des salarié.e.s en parcours d'insertion via le PIC IAE :

« Le PIC IAE est renouvelé dans son fonctionnement actuel pour 2025. Il doit permettre l'accès à des formations qui participent à lever les freins (illettrisme, illettrisme, etc.), en les couplant lorsque c'est possible à des formations certifiantes. Il doit préparer la sortie en emploi des salariés en parcours dans l'IAE, en lien avec les métiers qui recrutent sur le territoire. »

Les marges de manœuvre proposées pour compenser la baisse du PIC IAE consistent à mobiliser l'offre de formation de France Travail et l'offre régionale de formation (notamment via les PRIC).

Le soutien à l'ingénierie de projets de formation (axe 2 du PIC IAE) est reconduit : projets de mobilisation coordonnée des financements, déploiement d'actions de formation en situation de travail à la sortie du parcours en SIAE (AFEST), acquisition des savoirs de base.

L'expérimentation « Pro EI » lancée en mai 2023 dans les régions Auvergne Rhône Alpes et Provence Alpes Côte d'Azur pour permettre aux salariés des entreprises d'insertion (EI) de bénéficier de l'offre de formation dédiée aux demandeurs d'emploi, se poursuivra en 2025.

Nous rappelons la nécessité urgente de mobiliser toutes les parties prenantes pour garantir les fonds nécessaires à la formation de l'ensemble des salarié.e.s en parcours d'insertion, à hauteur des besoins. Nous appelons à un comité de pilotage stratégique du PIC IAE, assorti d'un travail de diagnostic et d'analyse de ses modalités et de son financement.

Concernant l'expérimentation « Pro EI », nous demandons son déploiement à l'ensemble des SIAE, et en priorité aux Associations Intermédiaires.

La mise en relation avec les entreprises doit être favorisée par différents leviers :

- Les Périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), possibles au sein des SIAE et au sein d'entreprises.

La FAS pose deux points de vigilance et de méthode sur ce sujet:

Tout d'abord, Concernant les PMSMP prescrites vers les SIAE, elles ne doivent en aucun cas être assimilées à une période d'essai et être utilisées pour sélectionner des publics.

Ensuite, concernant les PMSMP prescrites par les SIAE vers les entreprises, nous savons tout l'intérêt qu'elles peuvent représenter pour favoriser l'accès et le maintien en emploi, en particulier grâce aux enseignements du programme SEVE emploi. Pour autant, ce dispositif requiert de la souplesse dans les ETP d'insertion disponibles et nécessite une organisation interne adaptée pour garantir l'équilibre de la production. Comment fonctionner avec des salarié.e.s absent.e.s le temps de PMSMP, sans avoir les moyens RH pour garantir la continuité de la production ? Rappelons également qu'une PMSMP de qualité implique une relation de partenariat avec l'entreprise, qui se construit et s'alimente dans le temps.

- Le contrat passerelle, ainsi que la possibilité de cumul d'un CDDI avec un contrat de droit commun (CDD ou CDI)

Ces mesures, issues du Pacte ambition IAE, doivent être évaluées pour identifier les conditions de leur mise en œuvre. La FAS a co-porté (avec Emmaüs France et Coorace) la mesure permettant le cumul d'un CDDI avec un contrat de droit commun, visant à mieux accompagner certain.e.s salarié.e.s dans leur prise de poste en maintenant un temps d'accompagnement par la SIAE. De même que pour les PMSMP, cette mesure implique de la souplesse pour les SIAE, qu'il convient d'évaluer et de valoriser.

- La clause sociale d'insertion ainsi que l'accès à la commande publique et privée

Nous ne pouvons que souscrire à la volonté de développer leur mobilisation, en insistant sur la nécessité d'en adapter les modalités pour les rendre réellement accessibles aux SIAE et favoriser les coopérations, en particulier pour la réponse aux marchés, et dépasser les logiques concurrentielles.

La FAS lance également cette année un groupe de travail dédié à l'accès à la clause sociale et à la commande publique et privée.

Les activités et modèles économiques des SIAE

« Les SIAE sont encouragées à positionner leur activité sur des métiers en tension sur leur territoire, en prenant appui dans leur analyse du besoin sur les données de France Travail en matière de besoin de main d'œuvre et à s'inscrire dans des filières qui se structurent progressivement au niveau territorial ou national, en particulier en lien avec la transition écologique : mobilité, activités agricoles et de maraîchage, circuits courts, rénovation énergétique des bâtiments, etc. A ce titre, les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) mais également les clubs locaux d'entreprises constituent des opportunités intéressantes. Vous pourrez par ailleurs accompagner les ACI qui engagent cette démarche vers une transformation de leur modèle en entreprise d'insertion, si leur activité commerciale le justifie. »

Concernant les départements, il est rappelé que leur participation au cofinancement des aides aux postes d'insertion est une obligation prévue aux articles L. 5132-2 et L. 5132-3-1 du code du travail.

Ce cofinancement est négocié dans le cadre du volet IAE de la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM). Il est précisé que les conventionnements de l'Etat ne peuvent pas compenser les baisses de financement des départements.

Enfin, deux chantiers de simplifications poursuivent, avec une expérimentation sur la dématérialisation du Document unique d'instruction (DUI) et le passage à la Déclaration sociale nominative (DSN).

La FAS déplore une approche minimaliste de l'IAE, la réduisant à une variable d'ajustement du chômage, qui semble pilotée au prisme exclusif de la politique de l'emploi et du budget, et sans prise en compte de son identité citoyenne - majoritairement associative - et entrepreneuriale. Rappelons que l'IAE s'est construite pour répondre à des besoins non satisfaits, au service des personnes éloignées du marché du travail et des territoires. Rappelons également que les SIAE ont été pionnières en matière de transition écologique juste, et ne cessent de développer des solutions pour pallier les contraintes auxquelles les politiques publiques ou les acteurs privés lucratifs n'apportent pas de réponse satisfaisante.

Les modèles socio-économiques des SIAE, et en particulier des ACI, sont lourdement impactés par le désengagement des départements qui s'intensifie. Nous appelons à la pleine implication de l'Etat afin d'impulser des travaux visant à donner de la cohérence et de la sécurité aux financements nationaux et territoriaux de l'IAE, notamment pour négocier et contractualiser les alignements de finances publiques avec les départements sur le co-financement des postes.

Concernant le passage à la DSN, dont l'extension est prévue en 2026, nous invitons les structures à nous faire remonter leurs difficultés, pour alimenter les travaux au niveau de la DGEFP.

Un point d'étape sur deux expérimentations :

Poursuite de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) en 2025, avec des points de vigilance quant à la complémentarité et l'articulation avec l'IAE : non-concurrence, public distinct, participation aux Comités locaux pour l'emploi (CLE).

L'expérimentation des entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI) est prolongée jusque fin 2026. Un cahier des charges a été publié.

En conclusion, rappelons les coupes budgétaires votées au PLF 2025 pour l'IAE:

Une baisse du budget alloué aux postes d'insertion de 50 millions d'euros par rapport à 2024 ; et un second coup de rabet portant à 30 millions d'euros la diminution des fonds de formation dédiés aux parcours d'insertion (PIC IAE) depuis le 1er janvier 2024.

Nous avons alerté sur les impacts directs et concrets de ce désinvestissement :

- La suppression de 11 000 parcours d'insertion au sein des structures de l'IAE en 2025 ;

- La mise en œuvre de 30 000 formations en moins, une véritable perte de chance pour les salariés accompagnés ;
 - L'aggravation des difficultés économiques et financières des SIAE entraînant arrêts d'activités, licenciements et fermetures de structures.
-
- [Retrouvez le communiqué de presse du Collectif IAE du 14 février 2025](#)
 - [Retrouvez l'instruction relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi \(FIE\)](#)
 - [Retrouvez les annexes de la circulaire FIE](#)